

Claude FISCHER HERZOG

Directrice des Entretiens Européens

L'industrie nucléaire, une alliée pour une reprise durable



Directrice des Entretiens Européens et Eurafricains, elle anime une réflexion et l'action pour une véritable Union de l'énergie en Europe et le débat public pour l'appropriation sociétale du nucléaire. La 17ème édition des Entretiens Européens a eu lieu à Helsinki en novembre 2019 sur le thème « Une nouvelle ère électrique avec le nouveau nucléaire ». Aujourd'hui, dans le contexte de la crise globale et les plans de relance de l'UE et des Etats, elle dénonce les moyens du Green deal qui demandent aux Etats pour réduire leur empreinte carbone de moins consommer d'énergie et de donner la priorité à toujours plus d'EnR intermittentes dans leur mix, chères pour la communauté, au détriment d'une énergie nucléaire, stable et compétitive, « une alliée pour une reprise durable » selon elle. Face à la pression monstre des anti-nucléaires, elle propose que les Etats nucléaires structurent une coopération permanente et se mobilisent avec les acteurs de la société civile, et en particulier les entreprises et les territoires, pour sauver l'industrie nucléaire et les emplois en Europe, lui redonner sa place dans le combat pour une reprise durable de notre économie, décarbonée, et lui permettre de reprendre sa place de leader dans un monde où les grandes puissances sont à l'offensive pour occuper le terrain.

L'UE affiche l'ambition d'être le 1^{er} continent sans empreinte carbone dès 2050. Elle a proposé un « Green deal » aux Etats membres. Celui-ci est au cœur du plan de relance de la Commission qui pourrait être adopté le 18 juin à condition de gagner les Pays-Bas, la Suède, l'Autriche et le Danemark, réticents... Les 750

milliards d'€ - que la Commission européenne va emprunter sur les marchés - viennent en complément des engagements massifs de la BCE et des plans nationaux de relance, parfois importants comme en Allemagne ou en France. Malgré les innovations de ce plan (subventions directes aux Etats membres et aux entreprises pour 500 milliards d'€), la manière d'atteindre les objectifs pose de sérieux problèmes. En effet, pour l'essentiel, l'argent ira aux Etats : à eux d'investir dans des projets d'une économie décarbonée (dans l'habitat, les transports, le numérique et l'énergie...) sans que la pertinence et la cohérence européennes de ces investissements ne soient établies.

Les effets pervers de trop d'EnR et une discrimination du nucléaire insensée

Mais ce sont surtout les règles et les incitations que demandent l'UE aux Etats et aux entreprises pour bénéficier du plan de relance qui font problèmes : ainsi dans l'énergie, les financements devront recevoir un label vert. Or ceux-ci (qu'on appelle « taxonomie ») n'intègrent pas à cette étape le nucléaire qui est la source électrique décarbonée par excellence et qui a d'autant plus besoin de soutien qu'il est discriminé sur un marché qui dissuade les investissements de long terme¹. Par ailleurs, le choix politique de fixer l'objectif de 80% d'EnR en 2050 (100% en 2100 !) créera des effets pervers faute d'un mix énergétique répondant aux besoins d'une économie où l'électricité prend et prendra une place croissante avec l'électrification des usages (dans la voiture ou internet...). En effet, l'accroissement de la contribution des EnRe (éolien et solaire) – intermittentes - nécessite de renforcer les réseaux et la mise en service de moyens de production complémentaires et souples, notamment fossiles, et d'une puissance totale installée très supérieure à la puissance appelée, avec par conséquent une augmentation des coûts réels pour les consommateurs. Trop d'EnRe tirent les prix vers le bas (voire les rendent négatifs), mais ils bénéficient d'une priorité sur les réseaux et d'un prix d'achat garanti grâce aux taxes aux consommateurs : ainsi 7 milliards d'euros annuels sont mobilisés en France pour ces EnR, 25 milliards en Allemagne ! Par ailleurs, elles pénalisent le nucléaire en dégradant son facteur de charge et donc sa rentabilité (2 milliards d'euros par an désormais en France) sans qu'un gramme de CO₂ ne soit économisé, au contraire puisque le nucléaire, c'est 6 g de CO₂/kWh contre 10 pour l'éolien et

¹ Voir aussi l'article « Pas de reprise durable sans le nucléaire » réalisé après le vote des Etats du 15 avril de la taxonomie.

32 pour le solaire. Le pire, et contrairement à ce que répètent à l'envi les « énergies renouvelables », à service constant, le coût complet des investissements est de 10 au moins plus élevé que le nucléaire².

La période de confinement face au COVID-19 a donné un bon aperçu de ce qui nous attend

En France, la chute de la consommation électrique de 7 TWh (soit -19% par rapport à avril 2019) et l'accroissement corrélatif d'EnR prioritaires injectées sur le réseau, avec un taux d'insertion similaire à celui attendu d'ici 10 ans, non seulement a entraîné des prix négatifs fréquents mais un prix moyen de l'électricité de 13 €/MWh sur le marché spot. Un prix destructeur pour tout opérateur sur le marché mais indolore pour les producteurs d'EnR dont les revenus sont garantis par les subventions. Par ailleurs, celles-ci ont généré d'importantes variations de fourniture électrique (facteur 30 et plus sur l'éolien à deux jours d'intervalle !) qui ont dû être compensées par le nucléaire et l'hydraulique, qui ont su s'adapter et fournir une électricité parfaitement décarbonée. Cette flexibilité accrue a coûté cher à EDF - véritable assureur en dernier ressort du système électrique - qui a dû reprogrammer les puissances appelées et les arrêts de tranches, au risque de déstabiliser la sécurité d'approvisionnement du prochain hiver.

Je ne parlerai pas des effets catastrophiques, économiques et sociaux, liés à la destruction de notre parc nucléaire européen qui représente rappelons-le 126 réacteurs, 118 GW de puissance installée, des milliers d'entreprises et 800 000 emplois ! Et je ne développerai pas non plus les questions liées au défi pour l'Europe d'inscrire sa transition énergétique dans la mondialisation. Celle-ci - on

² Cf. L'article d'Hervé Fischer dans La Lettre des Entretiens Européens – Octobre 2019 et les conclusions de la note de Jean-Marc Jancovici publiée en 2016 : « Comparer nucléaire et modes intermittents : une petite base méthodologique ». En conclusion de sa note, l'auteur déclare que « passer du nucléaire à un système essentiellement ENR non pilotable, avec en proportions variables éolien et PV, multiplie les capitaux à mobiliser par 10 à 40, pour prendre une fourchette large. Pour un pays comme la France, à consommation identique, passer du nucléaire à un mélange éolien-PV signifie donc un investissement de renouvellement qui passe de 300 milliards d'euros pour 60 ans (nucléaire) à environ 3 000-12 000 milliards (soit 1,5 à 5 ans de PIB) sur la même période ».

en a pris conscience dans la crise du COVID-19 - a provoqué la dépendance de pays et de régions entières, aggravé les inégalités entre les populations dont deux milliards n'ont pas accès à l'électricité. En Afrique ils sont 600 millions à être privés d'électricité et les Etats africains s'interrogent aujourd'hui sur le mix énergétique utilisant tous leurs atouts – dont l'uranium - pour électrifier le continent qui aura besoin de produire et répondre aux besoins d'emploi, d'alimentation, d'éducation et de santé de 2 milliards 400 millions d'habitants en 2050. Quel sera le rôle de l'Europe ? Elle a encore des atouts et pourrait transférer compétences et technologies sans imposer ses modèles, pire, sans exiger une « Afrique zéro carbone » avec du tout solaire comme on l'entend parfois !

Une stratégie sous influence allemande qui prive les Etats de leurs choix

Le « green deal » proposé par la Commission n'intègre pas cette dimension, ni d'ailleurs les réalités historiques des différents pays de l'Union, aggravant les dissymétries de puissance entre eux, menaçant notre Europe de renationalisation des politiques énergétiques ou pire, de dislocation.

Cette stratégie - sous influence allemande - nuit aux Etats membres qui de fait n'ont plus le choix de leur mix contrairement aux Traités qui prônent la « neutralité » et la diversité des sources décarbonées. Je rappelle que l'Allemagne a remplacé le nucléaire en empilant un deuxième parc EnR sur un parc fossile (avec encore plus de lignite de charbon et gaz) qu'elle exploitera jusqu'en 2038. La transformation de son système lui a déjà coûté 535 milliards d'€, la restructuration de ses entreprises et une précarité énergétique, sans parvenir à réduire ses émissions de GES à la hauteur de ses engagements. Est-ce ce modèle que la Commission veut imposer en Europe ?

Revoir les termes du Green deal et l'accompagner d'un pacte de solidarité énergétique

Nous n'en voulons pas. Il faut changer d'orientation ! Et c'est maintenant ! Parallèlement au « Green deal » - dont il faut revoir les termes - les Etats membres et leurs sociétés ont besoin d'un « pacte de solidarité énergétique » tenant compte de leurs atouts respectifs avec des soutiens accrus pour diversifier leur mix pour une électricité décarbonée ; un fonds de 40 milliards a été créé pour une « transition juste », mais il est très insuffisant et ne saurait

compenser une réforme du marché européen permettant d'accueillir toutes les sources décarbonées sans discrimination. Des pays comme la Pologne - qui n'ont pas les atouts naturels pour développer massivement les EnR (ni électrogènes, ni thermiques) – devraient pouvoir bénéficier d'investissements dans un parc nucléaire, et dans la capture et stockage du CO2 (CCS) pour un charbon propre. Certes il faudrait une prime d'au moins 80 €/t de CO2 évité vu le coût du CCS, mais on pourrait aussi mettre une taxe carbone aux frontières de l'Union. Des décisions qui vaudraient mieux que de montrer la Pologne du doigt comme le mauvais élève de l'Europe (et ce, malgré le « plan Climat » du gouvernement polonais, très offensif).

Des innovations dans le nucléaire qui répond aux demandes décarbonées et diversifiées de l'économie de demain

Comment faire ? Les 14 Etats nucléaires sont soumis à une pression monstre de la coalition d'« ayatollah verts » et d'Etats qui comme l'Autriche se refusent même à penser le futur de la technologie au sein d'Euratom. Nous n'arriverons pas à convaincre les ONG et ces Etats qui ont fait de la lutte anti-nucléaire leur identité, c'est pourquoi les Etats nucléaires doivent pouvoir se mobiliser avec les acteurs de la société civile qui veulent défendre l'industrie, pour maintenir et développer une filière européenne répondant à nos besoins d'aujourd'hui et à ceux des futures générations. En effet, l'industrie nucléaire innove dans des technologies diversifiées adaptées aux demandes des secteurs industriels et de services (y compris ceux de la santé), celles des territoires, et ce dans le temps : avec la modernisation de la GEN2 pour prolonger en toute sécurité la durée de vie des centrales ; avec la GEN3 qui démarre et devrait pouvoir se développer grâce à un parc d'EPR en Finlande, au RU et en France (une étude d'EDF commandée par les pouvoirs publics sera soumise mi-2021 pour 6 EPR en plus de celui de Flamanville), à la construction de plus petits réacteurs (allant de 500 MW aux SMR de 200 MW et au nucléaire sur barge de quelques dizaines de MW), et grâce au multi-recyclage des déchets retraités en MOX ; et ensuite avec la GEN4 dont les filières permettront de produire et de recycler tout à la fois³. D'ailleurs, je veux dire que le prétexte des déchets nucléaires pour refuser d'inclure le nucléaire dans la taxonomie est fallacieux : des solutions existent à

³ Voir le compte-rendu de la vidéo-conférence organisée par G2E TER avec Daniel Heuer et Claude Fischer le 26 mai 2020.

chaque étape pour entreposer, stocker, retraiter, recycler les déchets radioactifs qui deviendront les ressources de demain dans la GEN3 et la GEN4.

Bâtir une coopération structurée permanente entre les Etats qui le souhaitent pour défendre l'industrie nucléaire et l'autonomie stratégique de l'Europe

Il ne faudrait pas que l'UE laisse le terrain nucléaire aux Russes et aux Chinois très offensifs, et aux Américains qui viennent de décider une stratégie « pour redevenir leader » face à la Chine, en ruinant notre héritage et notre avenir⁴. D'autant plus que - j'insiste - le nucléaire restera l'énergie décarbonée de base complémentaire aux EnR, qui, comme l'ont démontré plusieurs études⁵, au-delà de 40%, feront collapser le système électrique ! Et comme l'a déclaré le GIEC le nucléaire sera indispensable pour respecter nos engagements climatiques.

Nous proposons de bâtir une « coordination structurée permanente » entre les pays qui le souhaitent - à l'image de ce qui vient de se décider dans la Défense - pour créer une filière nucléaire européenne et mutualiser des fonds publics et privés nationaux et européens. Ces fonds financeraient des projets qui pourraient être élaborés sur les territoires par des agences publiques décentralisées rassemblant les acteurs de la société civile : renouvellement du parc en préservant nos capacités de production au lieu de les supprimer (comme à Fessenheim ou en Belgique qui prévoit de remplacer ses 7 centrales nucléaires par 9 centrales au gaz !⁶), et avec de nouvelles capacités adaptées aux besoins comme des SMR pour alimenter les réseaux de chaleur des villes par ex ou/et des clusters de RD dédiés aux filières de la GEN4, etc... Cette coopération contribuerait à notre « autonomie stratégique » - un des objectifs du plan de relance qui ne doit pas rester une formule - et permettrait de retrouver notre leadership dans une géopolitique du nucléaire où les autres grandes puissances du monde sont d'ores et déjà engagées.

Ces questions seront au cœur de la 18^{ème} édition des EEN que nous organiserons cette année sur le thème « Recherche et innovation nucléaires au service d'une

⁴ Voir l'article de Samuele Furfari « L'Union européenne hors course de la géopolitique nucléaire civile » -3 juin 2020

⁵ Cf. L'étude de l'AEN à l'OCDE : « Les coûts de la décarbonisation » - 2019

⁶ Cf. Le communiqué de Sauvons Le Climat du 13 juin « Fessenheim : la deuxième étape d'une dérive funeste » - Voir aussi l'article : « Des experts plaident pour prolonger le nucléaire et moins favoriser le renouvelable » dans Le Soir en Belgique – 5 juin 2020.

électricité décarbonée, circulaire et durable » avec l'ambition de contribuer au débat public sur « le monde d'après » entre les acteurs de la société civile de plusieurs Etats membres et les institutions européennes. Rendez-vous à Bruxelles en octobre !